

L'événement

PIERRE LELLOUCHE

« Poutine est le grand gagnant de ce sommet »

DIPLOMATIE Pour l'ancien ministre Pierre Lellouche, le président russe opère à peu de frais son grand retour sur la scène internationale

INTERVIEW

Quelles leçons tirez-vous de ce sommet diplomatique ?

Vladimir Poutine est incontestablement le grand gagnant de cette rencontre : il n'a rien concédé sur le fond, et certainement pas le cessez-le-feu qu'attendait Donald Trump avec, derrière lui, Zelensky et ses alliés européens. Il a par ailleurs obtenu une réhabilitation internationale sur le sol du pays le plus puissant du monde en étant reçu avec beaucoup de chaleur par le président américain, qui l'a traité sur un pied d'égalité – ce qui est très important pour les Russes. En se référant « aux racines profondes du conflit », Poutine a rappelé qu'il était totalement inenvisageable pour la Russie que l'Ukraine passe à l'Ouest – chose qu'il m'avait d'ailleurs dite en tête-à-tête en 2013, quelques mois avant la révolution de Maidan et la conquête de la Crimée. Sa grille de lecture n'a donc pas changé d'un iota. Côté américain, la ligne de Trump a encore évolué : au retour d'Anchorage, il a renoncé à son objectif de cessez-le-feu, demandé par Zelensky et les Européens, et s'est prononcé en faveur d'un traité de paix, ce qui est la position des Russes. De plus, dans l'avion du retour, Trump a laissé entendre que si les choses devaient mal tourner, ce serait la faute des Européens et des Ukrainiens.

« Les Européens et les Ukrainiens ont évité le pire à l'issue de ce sommet »

N'est-ce pas là un avoué d'échec pour le président américain, qui promettait de « conclure un deal » ?

Trump se voit en faiseur de paix, candidat au prix Nobel de la paix, un rôle qu'il a endossé avec un certain succès ces derniers temps, notamment entre l'Inde et le Pakistan (même si l'Inde dit le contraire), le Rwanda et le Congo, la Thaïlande et le Cambodge ou encore l'Azerbaïdjan et l'Arménie plus récemment. En réalité, en Ukraine, la situation est dans une impasse totale. On sait depuis 2023 que les Ukrainiens ne peuvent pas reprendre militairement les territoires conquis par la Russie. On sait aussi que l'armée russe n'est pas en mesure aujourd'hui de s'emparer de la totalité du territoire ukrainien.

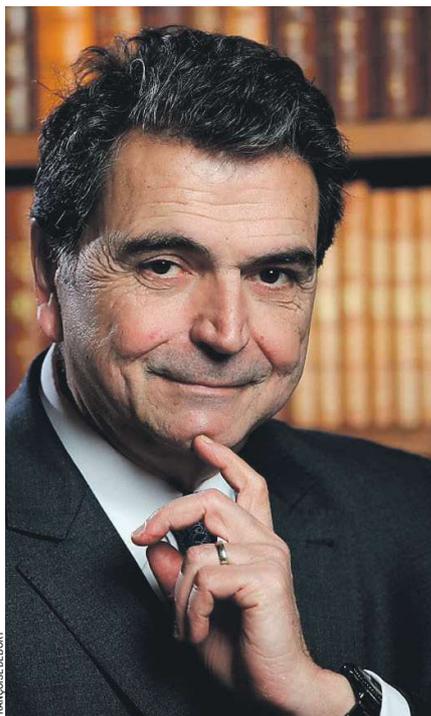
Quelles garanties de paix et de sécurité l'Ukraine peut-elle encore espérer ?

C'est tout le problème de ce pays depuis son indépendance en 1991. L'Ukraine a été dénucléarisée – avec la complicité des Américains et des

Européens – sans qu'on lui apporte la moindre garantie de sécurité. Son intégration à l'Otan n'est pas un scénario envisageable aujourd'hui. Même si elle a été envisagée par les Américains par le passé, aujourd'hui ni Washington ni Moscou ne veulent de l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan. En réalité, nous sommes très loin de quelque chose qui pourrait ressembler à un accord de paix, car les questions du partage des territoires et des garanties de sécurité de l'Ukraine ne sont pas réglées. Ce que l'on peut viser au mieux, c'est un cessez-le-feu suivi d'un armistice à la coréenne, avec la délimitation d'une ligne de partage non reconnue juridiquement et qui correspondrait à la ligne de front actuelle. Cette solution est loin d'être idéale, mais elle permettrait au moins d'arrêter un massacre qui a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes.

Quel intérêt Poutine aurait-il à négocier un cessez-le-feu, étant donné les avancées militaires de son armée en territoire ukrainien, notamment au nord de Pokrovsk ces derniers jours ? Le temps n'est-il pas en train de jouer en sa faveur ?

Très certainement, car la Russie a également l'avantage de la démographie sur l'Ukraine, qui a perdu près de 20 millions d'habitants depuis son indépendance. Il y a actuellement une pénurie de soldats côté ukrainien. L'autre sujet, c'est bien entendu la livraison des armes par les Européens et les Américains, dont on se demande si elle peut durer encore très longtemps. Trump veut bien continuer à livrer des armes, mais à condition qu'elles soient payées par les Européens. Les Russes, quant à eux, financent à grands frais l'effort de guerre et bénéficient du soutien de la Chine, qui contribue de manière massive à la production d'armement. Bien sûr, la Russie commence à subir les conséquences des sanctions économiques, avec une flambée de l'inflation et une hausse des taux d'intérêt, mais pour le moment on distingue mal ce qui serait de nature à les contraindre d'arrêter la guerre. L'opinion publique russe s'est résignée ou approuve globalement l'effort de guerre ; l'économie tient encore la route, d'autant plus que Trump semble avoir renoncé à des sanctions supplémentaires sur le pétrole russe, vendu aux Indiens et aux Chinois ; enfin, les conceptions morales – pour ne pas dire moralisatrices – des Occidentaux ne sont guère partagées par les pays du Sud global (Chine, Brésil, Afrique du Sud, Inde), lesquels n'ont pas rompu leurs liens avec la Russie. Contrairement à ce que certains espéraient, la Russie n'est donc ni acculée économiquement, ni isolée sur le plan diplomatique. Le sommet en Alaska ne fait d'ailleurs que confirmer ce constat.



FRANÇOISE BEBORT

à 15 %. C'est un spectacle affligeant. L'Europe est aujourd'hui tout le contraire de la « puissance géopolitique » vantée par Emmanuel Macron depuis Brégonçon ; c'est un groupe d'États paniqués par le changement de pied diplomatique qui résulte de l'élection de Donald Trump. Embarqués dans le conflit ukrainien pour des raisons morales – au demeurant légitimes – à la remorque de l'administration Biden, ils découvrent que les Américains ne veulent plus continuer la guerre et que, étant partie prenante dans ce conflit, ils ne peuvent plus espérer tenir un rôle dans la négociation.

« Je suis persuadé que les relations avec la Russie vont reprendre »

Donald Trump pourrait-il encore décider de se retirer définitivement des négociations de paix et d'abandonner l'Ukraine à son sort, de manière à rétablir la relation commerciale et économique avec la Russie et à l'extraire de l'orbite chinoise ?

Nous n'en sommes pas encore là. Trump a dit de manière assez claire qu'il n'y aurait pas de deal économique sans accord de paix. Le volet commercial bilatéral en Alaska a d'ailleurs été annulé, au grand dam des Russes qui espéraient une levée des sanctions. Cela étant, les Russes et les Américains ont beaucoup de sujets en commun : l'énergie, l'Arctique, le désarmement nucléaire avec la fin du traité Start en février prochain ou encore la question du programme nucléaire iranien, qui implique la Russie. J'ajoute qu'en Europe, certains – et notamment en Allemagne – attendent avec impatience la reprise des relations économiques avec la Russie. Je suis persuadé qu'à terme, ces relations vont reprendre. Cette guerre a coûté énormément d'argent à toutes les parties prenantes – y compris à la France – et elle n'est pas tenable très longtemps. La reconstruction de l'Ukraine se chiffre en centaines de milliards d'euros. Il va falloir s'occuper de la sécurité et du relèvement économique de ce pays, car les Européens s'y sont engagés en faisant de l'Ukraine un candidat à l'intégration à l'Union européenne. Qui va financer tout cela ? Nul ne le sait. Je crains, comme je l'ai dit dans mon dernier livre, que nous nous soyons engagés un peu vite et pour de mauvaises raisons dans une opération dont on ne mesurait pas tout à fait les conséquences. ●

L'échec du sommet peut-il être interprété comme une relative bonne nouvelle pour les Européens, lesquels craignaient un partage du territoire ukrainien sans leur accord ?

L'issue de ce sommet est accueillie avec soulagement par Zelensky et par les Européens : c'est un Yalta qui n'est pas allé jusqu'au bout. Les États-Unis n'ont pas suivi les velléités de partage du territoire ukrainien dont rêvent les Russes. Les Européens et les Ukrainiens ont donc évité le pire, même s'ils doivent enregistrer l'échec du cessez-le-feu qu'ils espéraient. Je pense malgré tout que la résolution de ce conflit se fera sans les Européens, qui n'auront, hélas, quasiment pas leur mot à dire. À titre personnel – et cela fait un certain temps que je travaille sur les questions internationales –, je n'ai jamais vu l'Europe aussi vassalisée et aussi faible par rapport aux États-Unis. Il n'y a qu'à voir l'obséquiosité et la soumission dont ont fait preuve les dirigeants européens face à Trump lors du dernier sommet de l'Otan à La Haye, en juin dernier, pour s'en convaincre. Pire, un mois plus tard, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, abdique toute forme de contre-mesure en réponse à la véritable extorsion des Américains sur les droits de douane, portés de 3 %



ENGRENAGES
Pierre Lellouche
Odile Jacob
368 pages
23,90 euros

PROPOS RECUEILLIS
PAR VICTOR LEFEBVRE